



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SIT COPIE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des installations classées

Affaire suivie par Francine Fauvel
☎ 03.87.34.85.30

ARRETE

N° 2008-DEDD/IC-216
en date du 20 octobre 2008

mettant en demeure la Société COLORCHIMIE de régulariser la situation administrative de ses installations sises à Henriville en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1^{er} des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement notamment ses articles L.512.1 et L.514.2 .

Vu la nomenclature des installations classées définie aux articles R.511-9 et R.511-10 du Code de l'Environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 octobre 2008 ;

Considérant que lors d'une visite d'inspection inopinée le 25 septembre 2008, l'inspecteur des installations classées de la DRIRE a constaté que la société COLORCHIMIE fabrique des encres d'impression pour l'héliogravure et la flexographie, en effectuant des opérations de mélange de vernis et pigments ;

Considérant que ces activités relèvent du régime de l'autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2640 de la nomenclature des installations classées et que la Société COLORCHIMIE les exploite sans disposer de l'autorisation préfectorale requise ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1

La Société COLORCHIMIE, implantée Parc d'Activités Communautaire à HENRIVILLE (57450), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, en déposant auprès du préfet de la Moselle un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme aux dispositions des articles R.512-3 à R.512-9 du code de l'environnement.

Article 2 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise ainsi qu'au Sous-Préfet de l'arrondissement concerné.

Metz, le 20 octobre 2008

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Jean-Francis TREFFEL